

# « Philosophie politique » de l'Etat contemporain

---

## PERIMETRE ET STRATEGIE

Contribution

02/08/15

*Après examen par le conseil d'administration en sa séance du 23 juin 2015*

***RAPPORTEURS : Léon GARIBALDI et Lucie des MONTS***



## PREAMBULE

**Galilée. sp n'est pas un club de « réflexion philosophique ».** Il réunit des personnes exerçant ou ayant exercé des responsabilités dans le secteur public, l'économie sociale et le monde de l'entreprise désireux de **promouvoir un service public rénové**, en prise avec les grands enjeux de **notre pays**, dans un **monde en profonde mutation**.

Cette mutation aux multiples facettes interpelle fortement le service public dans son essence comme dans son organisation et ses modalités d'exercice. Les agents du service public désorientés par les évolutions en cours sont confrontés à une **perte de sens**. Ils éprouvent le **besoin de retrouver ou donner du sens à leur mission**.

C'est la raison pour laquelle **Galilée. sp a accepté le défi d'une contribution à une réflexion sur une « philosophie politique » de l'Etat contemporain centrée sur les questions de son périmètre et de sa stratégie**.

Le présent document est le résultat du travail réalisé. Son élaboration a fait l'objet de séances de travail qui ont permis de rédiger un texte permettant d'aboutir à un **large consensus** parmi des membres de Galilée.sp dont les origines professionnelles ainsi que les options philosophiques ou politiques personnelles sont au départ très diversifiées.

Mettant en pratique notre devise « Les fonctions publiques au cœur de l'innovation », **une vision prospective de l'Etat**, élaborée dans le cadre de « groupes de créativité », conclut le présent document. Elle est le fruit d'un travail collectif riche de l'hétérogénéité de leurs participants.

Pour l'enrichir et la confronter à d'autres regards, nous la mettrons en débat avec des personnalités et représentants qui ont envie, eux-aussi, de contribuer à une vision prospective de l'Etat.

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

#### **I – LA FORTE DEMANDE D’UN ETAT ADAPTE A UN MONDE EN RAPIDE ET PROFONDE EVOLUTION:**

##### **1 Une forte demande d’Etat régalien**

**11 La paix à nouveau en danger à l’extérieur**

**12 La paix intérieure et le vivre ensemble menacés dans une République en difficulté**

##### **2 Une demande d’Etat pour suppléer les ratés de la régulation internationale**

**21 Le monde est vraiment devenu « un village planétaire »**

**22 Un Etat moteur pour aider à la prise de conscience des enjeux économiques et sociaux collectifs**

**23 Un Etat « tiers de confiance » pour juguler les crises économiques et systémiques**

##### **3 Une demande d’Etat pour s’adapter à la révolution technologique permanente**

**31 Une révolution irréversible et profonde**

**32 L’Etat interpellé**

##### **4 Une demande d’Etat pour le développement durable et la transition énergétique**

#### **II – LA QUESTION DU PERIMETRE DE L’ETAT EST TROP SOUVENT MAL POSEE**

##### **1 Un débat d’actualité**

##### **2 Un débat piégé**

**21 Un débat idéologiquement clivant**

**21 La notion de périmètre est techniquement très difficile à définir**

**22 Changer de paradigme et s’interroger sur la « valeur » du service rendu par l’Etat**

##### **3 La restauration d’une puissance publique rénovée est le vrai sujet**

#### **III – LA CAPACITE DE L’ETAT A CONDUIRE UNE STRATEGIE EFFICACE EST LA QUESTION CENTRALE**

##### **1 Adapter la gouvernance institutionnelle et administrative**

**11 Ne pas laisser l’intérêt général être l’otage du « millefeuilles » et des conflits d’intérêts**

**12 Rationaliser les structures même si c’est difficile**

**13 Réformes : entendre le « discours de la méthode »**

**14 Utiliser la révolution numérique**

**15 Quelques axes pour un nécessaire renouveau de l’action publique**

##### **2 Revaloriser l’engagement de service public**

##### **3 Revisiter et revitaliser les grandes politiques publiques**

**31 Préserver les missions régaliennes**

**32 La politique sociale: préserver le modèle français en le réformant**

**33 L’Education nationale: résorber le décalage entre coût et efficacité**

**34 La politique en faveur des entreprises**

**35 République et citoyenneté : seuls moyens de lutte contre l’intégrisme**

##### **4 Lever les puissants freins au changement**

**41 Réformer l’administration avec méthode**

**42 Traiter la prégnance des conflits d’intérêts sur le respect de l’intérêt général**

**43 Prendre en compte la faiblesse du mouvement syndical salarié français**

**44 Face aux méfiances et luttes intestines, nommer, reconnaître et refonder**

#### **V – LA VISION DE GALILEE.SP : UN ETAT RENOUVELE, AU SERVICE DES CITOYENS POUR STIMULER L’INTELLIGENCE COLLECTIVE**

### CONCLUSION

## INTRODUCTION

L'Etat en France résulte d'une construction historique remontant loin dans le temps. **Alexis de Tocqueville l'avait montré dans " l'Ancien Régime et la Révolution"**.

L'Etat répond fondamentalement à un besoin de protection (Hobbes), et la mobilisation après les événements des 7 à 11 janvier 2015 (Charlie Hebdo...) a montré que les citoyens n'appelaient pas à un démantèlement de la puissance publique...

Cependant, la **crise des finances publiques** dans le contexte actuel de crise économique et sociale, et face aux **exigences de l'Union européenne**, conduit à poser la **question de l'Etat dont l'un des fondements historiques repose sur le consentement à l'impôt**.

Il est donc légitime de se demander si l'**Etat** est encore en adéquation avec les défis du moment, y compris financiers, du point de vue de son **périmètre** comme de sa **stratégie**. En tout cas, c'est la question à laquelle il a été demandé à Galilée.sp d'apporter sa réponse.

**Au terme de notre réflexion, il est fait le constat d'une forte demande d'un Etat adapté à un monde en rapide et profonde mutation, la question du périmètre de l'Etat apparaissant beaucoup moins pertinente que celle de sa capacité à conduire une stratégie efficace et à impulser une nouvelle relation de service public.**

## **I – LA FORTE DEMANDE D’UN ETAT ADAPTE A UN MONDE EN RAPIDE ET PROFONDE EVOLUTION**

Depuis plusieurs années, notre société se trouve confrontée à **différentes crises** qui conduisent le citoyen à interpeller l’Etat.

Aujourd'hui, **critiques, doutes et craintes** sont devenus assourdissants au point de nous faire oublier qu'**à chaque étape-clef de notre Histoire, l'Etat a été un recours et un atout en sachant proposer un projet aux générations d'une époque**, en adaptant ses missions et son organisation en conséquence et en le faisant avec courage et lucidité.

Aussi l'Etat doit-il réengager un mouvement puissant et, à partir de sa vocation d'Etat républicain français, il doit incarner et rendre possible un nouveau vivre ensemble dans la liberté, avec l'égalité et la fraternité.

Pour ce faire, et au-delà des mots et déclarations d'intentions, **un « pacte républicain » nouveau est véritablement nécessaire et attendu**. C'est à l'Etat -dont le rôle est d'incarner la volonté nationale - de le rendre possible, de le faire surgir, de le créer, de le refonder avec toutes les générations pour soutenir, amplifier, rendre possibles les évolutions culturelles et sociales constructives. C'est ce qui permettra d'inscrire positivement la société française dans le XXIème siècle tout en proposant à d'autres pays démocratiques une nouvelle ère de Lumières.

### **1 La forte demande d’un Etat régalien fort**

Après cinquante ans de mondialisation progressive, qui fut majoritairement pacifique pour notre pays et ses partenaires européens, la mondialisation connaît une évolution qui met maintenant **la paix en danger sur le plan international et national**.

## **11 La paix à nouveau en danger à l’extérieur**

- **Le contexte : montée des revendications religieuses, identitaires et des nationalismes**

Sur le plan international, la montée des **défis nationalistes et intégristes** ressemble à un « **retour du refoulé** » et l’on assiste à de violents accès de fièvre de maladies infantiles de la mondialisation actuelle. Le péril intégriste s’exprime militairement en se diffusant dans les pays musulmans de l’Afrique à l’Asie en passant par le Proche Orient.

Le défi nationaliste s’exprime dans les pays du Nord sous des formes diverses de la **Russie (retour à la guerre froide ?)** à l’**Ecosse** et à la **Catalogne** en passant par la montée des **extrêmes droites nationalistes**. En Afrique comme au Proche Orient, **les frontières héritées de l’ère coloniale sont fréquemment contestées** faisant resurgir des conflits ethniques ou religieux longtemps refoulés.

- **Une demande d’Etat pour permettre à la France de jouer son rôle à l’international**

L'ONU et les organisations internationales régionales parviennent de plus en plus difficilement à assurer leur rôle en matière de paix internationale. Ces faiblesses sont le reflet des conceptions stratégiques et de la volonté réelle des Etats qui les constituent.

La culture internationale universaliste des droits de l'Homme, même avec les progrès réalisés au XXème siècle, reste largement minoritaire.

Le défi le plus grave est celui de l'obscurantisme et du fanatisme véhiculés par l'intégrisme musulman. Non seulement il asservit les populations du Sud soumises à son joug mais, pour sa lutte armée et son projet messianique, il cherche encore à importer ses « idées » en Occident et en France, pays des Lumières et de la Révolution de 1789 !

**Or la conception française de la République est universaliste.** Aussi la France est-elle fidèle à elle-même lorsqu'elle porte le fer dans les pays à partir desquels le mal se propage. Malheureusement, dans ces **combats militaires**, notre République demeure un peu seule même si les soutiens internationaux à la grande manifestation du 11 janvier 2015 laissent augurer un changement favorable. Il est vrai aussi que certaines interventions militaires, mal réfléchies, ont eu des conséquences plus que discutables : Irak, Libye.

Dans ce contexte international, il est donc légitime de veiller à ce que la France donne, notamment à sa diplomatie et à ses forces armées l'élan nécessaire au déploiement de sa stratégie.

## **12 La paix intérieure et le vivre ensemble menacés dans une République en difficulté**

- **Le contexte : paix intérieure et vivre ensemble menacés**

La France connaît depuis quelques décennies des **fractures** économiques, urbaines, sociales, éducatives et culturelles qui ont conduit à des phénomènes de **ségrégation** et d'**exclusion** d'une partie de la population souvent d'origine immigrée. **La politique de rénovation urbaine**, dans laquelle de nombreux milliards d'Euros ont été dépensés ces dernières années **et la « politique de la ville »** dans laquelle l'action de l'Etat a été erratique, **n'ont pas atteint pleinement les objectifs** d'intégration et d'égalité républicaine qui leur étaient assignés.

Comme on l'a vu lors des émeutes de 2005 et des dramatiques événements des 7, 8, et 9 janvier 2015, beaucoup de jeunes, vivant dans ce qui peut apparaître comme des quartiers de relégation (ou « d'apartheid... »), se trouvent psychologiquement en état d'**exaspération**, de **haine** et de **radicalisation**. Ces espaces familiaux et sociaux, éloignés de la culture et des repères républicains, sont un terreau propice à une « délinquance » que des prédateurs exploitent à leur profit (intégrisme religieux, trafics d'armes, de drogues ou d'êtres humains, etc) tout en menaçant les populations locales. Même s'il faut se garder de trop généraliser, ils forment un terreau propice à une « **délinquance** ». L'économie souterraine

n'a jamais été aussi développée, qui passe, sans solution de continuité, à l'**intégrisme** musulman et au **djihad** fanatique et destructeur.

L'ancienne pègre des grandes villes, qui s'autorégulait, a été en partie remplacée par une **nouvelle criminalité anarchique** qui n'hésite pas, pour défendre « ses territoires », à employer des **armes de guerre** en circulation dans les cités.

- **Une forte demande d'Etat en matière de sécurité intérieure**

Il serait plus que temps, mais il semble que la prise de conscience soit en cours, de **prendre l'exacte mesure des nouvelles formes de criminalité et de cesser de les minimiser** par des discours angéliques et lénifiants qui, totalement incompris d'une grande partie de la population, font depuis longtemps le lit de l'extrême droite.

Il faut aussi cesser de croire que les difficultés de nos cités n'ont qu'une origine économique et sociale.

**Une politique de sécurité républicaine n'est pas antisociale, xénophobe ou islamophobe !**

Dans le même temps, il conviendrait de mettre en œuvre, dans l'intérêt même des personnes concernées, une politique d'intégration et une politique d'immigration compatibles et adaptées au contexte actuel et à ses inévitables évolutions...

La montée des **communautarismes** et le développement d'un **ennemi à la fois interne et externe** qu'il faut aujourd'hui clairement désigner, stigmatiser et combattre, à savoir le **salafisme et/ou l'intégrisme musulman**, appellent une **défense ferme de la laïcité** et un **recentrage de l'Etat sur ses fonctions régaliennes** (diplomatie, sécurité intérieure et extérieure, justice, finances publiques) **et éducatives ainsi qu'une plus grande efficacité de son action économique et sociale.**

Dans ces domaines qui représentent près de 80 % du budget de l'Etat, et même s'il convient de toujours mieux rechercher l'optimisation de l'emploi et si possible de faire plus avec moins, **il serait suicidaire de réduire ou peut-être même de ne pas développer les moyens de la puissance publique. C'est particulièrement le cas en matière de Justice dont le budget est l'un des plus faibles d'Europe** (il manque des juges, des greffiers, des éducateurs, des places en prison etc...).

**Seul l'Etat peut être le garant de la sécurité, de l'intégration, de la laïcité et des valeurs républicaines** même s'il faut également mobiliser la société qui, comme on a pu le voir **le 11 janvier 2015**, peut-être assez disponible.

## **2- Une demande d'Etat pour suppléer les ratés de la régulation internationale**



L'Etat français a vocation à porter les aspirations de notre société dans les instances internationales et principalement européennes. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les efforts faits au cours des 30 dernières années pour endiguer la vague néolibérale sont insuffisants.

Depuis la fin des Trente Glorieuses (1945-1973), le Monde est entré dans une nouvelle ère marquée au début des années 1980 par les **politiques ultra-libérales** de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, sous l'influence des économistes de l'Ecole de Chicago.

L'Europe au travers notamment de l'adoption de l'Acte Unique (1986) et du Traité de Maastricht (1992) s'est alignée sur cette **ligne idéologique** qui conduit au démantèlement des barrières douanières, à la libéralisation continue des échanges (marchandises, services, circulation des personnes...), à la libre implantation des entreprises, à l'**interdiction ou au dénigrement des interventions publiques** etc...

**La pensée « néo-libérale »** a mis l'économie non régulée au centre de son idéologie et de son action ; elle **a joué l'apprenti sorcier avec la valeur démocratique des modèles et systèmes institutionnels républicains structurés** ; elle a fait l'impasse sur les moyens publics qu'il faut pour rendre possible une vie démocratie effective ; elle s'est accommodée de la loi de la jungle et des corruptions dans les pays aux marges de ses intérêts car **elle n'est pas universaliste**.

Croyant en une « main invisible » ou en des régulations spontanées qui ne se sont pas produites dans les crises économiques systémiques qu'elle a déclenchées, son modèle est dépassé et n'est pas fiable pour aborder la réalité du XXIème siècle naissant ni ses évolutions perceptibles.

Dans un « monde global », une philosophie politique universaliste proposant des interconnexions développantes de liberté, égalité, fraternité est à construire. La France y a des cartes maîtresses avec son histoire construite patiemment, son identité intellectuelle et nationale et les alliances qu'elles permettent.

Pour André Malraux, le XXIème siècle serait spirituel ou ne serait pas.

Il est temps de s'y positionner clairement avec **les valeurs universalistes et d'humanisme de la République** et de mettre en pratique, inlassablement, ce qui permettra d'en faire un projet stimulant pour les français et, avec des alliés, un projet stimulant pour l'humanité.

Ce n'est pas revenir sur le passé; c'est vivre son présent avec ses racines, son ambition et son travail ; c'est rendre possible son avenir en commençant avec les moyens d'aujourd'hui.

La nécessité d'améliorer le fonctionnement démocratique national et européen est nécessaire pour que les citoyens se réapproprient les enjeux dont ils sont les objets. Il y a aujourd'hui un vrai déficit démocratique à combler, les populations n'ayant souvent aucune conscience ni aucune information sur les décisions très structurantes prises ailleurs, avec du reste bien souvent l'assentiment du gouvernement

français. Les négociations sur le TAFTA (traité de libre-échange transatlantique) - dont personne ne parle ! - en sont un exemple. Il s'agit pourtant de créer un marché libre entre l'Union Européenne et les Etats-Unis qui portera sur 45% du PIB mondial actuel.

## 21 Le contexte : « un village planétaire ».

**Le développement des systèmes de communication numériques semble faire sauter les frontières d'un monde réellement devenu un grand village planétaire (au sens de Mac Luhan).**

Grâce à internet, l'information circule instantanément d'un point à l'autre du globe. Des communautés naissent autour de sujets d'intérêt du moment, se font et se défont librement, profitant des réseaux sociaux. Ceux-ci permettent de vivre une **nouvelle forme de liberté**, responsable ou pas, qui se pose en complément ou en opposition des régimes politiques.

Avec les **réseaux sociaux**, une nouvelle économie voit le jour, les voyages s'organisent autrement, des rassemblements pacifiques ou des révolutions surgissent, des partages d'expériences, de culture et de loisirs se mettent en place.

Le **virtuel**, le non vérifié, la rumeur, l'éphémère et certaines activités criminelles y trouvent aussi leur **accélérateur** (cf les plates formes djihadistes...).

## 22 Un Etat-moteur qui, pour permettre un développement équilibré, doit aider à la prise de conscience des enjeux économiques et sociaux collectifs

Tout se passe comme si les Etats avaient perdu les **frontières protectrices** à l'intérieur desquelles ils se sont constitués. **Les politiques de régulation anciennes semblent devenues inopérantes**, difficiles à mettre en œuvre.

La **mondialisation** s'est accompagnée de la libéralisation des économies et conduit à une importante **transformation de la répartition géographique des richesses** au niveau international (cf. pays émergents) et à une **concentration des richesses** proche de celle que l'on a connue à la fin du 19ème siècle (10 % de la population détient plus de 50% de la richesse), comme l'économiste **Thomas Piketty** vient brillamment de le montrer dans son récent ouvrage.

La mondialisation actuelle conduit à « valoriser » **le moins disant social et fiscal** dans la compétition effrénée entre les pays, et entraîne une montée de la pauvreté, de la précarisation et du déclassement social qui affecte de plus en plus les classes moyennes (cf le concept de « **descenseur social** »).

Dans le même temps, une **formidable prise de conscience** est possible. L'audience très forte outre Atlantique de l'ouvrage de Thomas Piketty est significative de prises de consciences nouvelles. Avec les

recherches d'**Esther Duflou**, « l'espoir des plus pauvres » est la première « capacité » qui permet le développement économique, social et humain. Avec **Amartya Sen**, Prix Nobel d'économie en 1998, l'économie peut devenir une branche nouvelle de la morale et de la philosophie politiques.

**Aussi, l'Etat républicain doit-il se reconnecter avec ses valeurs profondes et assumer d'être aujourd'hui un militant pour un modèle économique et social où liberté, égalité et fraternité s'équilibrent.**

Après les ères industrielle et post-industrielle, du nouveau émerge. **La fraternité, c'est aussi ne jamais désespérer de l'humain et travailler à développer la capacité d'altérité.** Il faut rendre le meilleur possible et s'appuyer sur le besoin des peuples au bien vivre. Nos prédécesseurs ont, à leur époque, osé. C'est un destin de cette ampleur que les décideurs politiques doivent aujourd'hui incarner et assumer aux niveaux national, européen et mondial.

### **23 Un Etat « tiers de confiance » pour protéger des crises économiques systémiques**

Contrairement aux **mythes véhiculés depuis le début des années 1980 par les économistes et leaders néo-libéraux**, l'économie privée est dans la totale incapacité de s'autoréguler. Même les **instances internationales** telles que le FMI ou la Banque mondiale, **trop faibles**, n'ont pas pu empêcher la **crise des "subprimes" de 2008** et sont à la peine pour mettre en place des régulations afin d'éviter qu'elles ne se reproduisent.

Seuls **les sommets internationaux** de grands pays semblent en capacité de peser sur la marche de l'Histoire. Même si leur action reste difficile et lente, leur implication est indispensable.

L'**Europe** a dérivé par rapport à son projet initial. Construction institutionnelle sui generis, elle est née de la volonté éclairée et déterminée de reconstruire démocratie, paix et économie sur un continent sortant d'une guerre terrible. Au fil du temps et dans la paix, elle est devenue un grand marché de libre échange de type anglo-saxon avec 28 Etats aux intérêts et aux visions différents protégeant mal leurs intérêts et ses intérêts face à l'extérieur. Au demeurant, **l'Europe, dont le budget ne représente que 1 % des 28 PIB nationaux, peine à assurer un rôle de protection et de régulation.**

Ainsi, la crédibilité des instances supranationales vis-à-vis des opinions publiques, quand elles existent, ne laisse pas de s'éroder, au risque d'une exacerbation des comportements centrifuges populistes, identitaires et/ou nationalistes (cf Syriza, Podemos, UKIP etc...). **Nos concitoyens, souvent durement confrontés aux évolutions en cours, voire désorientés, s'interrogent sur l'utilité réelle des instances internationales (ONU, FMI, Union européenne...).**

**Malgré ses faiblesses, l'Etat national reste donc encore aujourd'hui le seul véritable secours de citoyens désemparés.**

L'Etat français doit donc se donner les moyens, tout en dialoguant avec ses partenaires et dans des environnements multifformes, de **porter une vision nouvelle de l'Europe** et la mise en œuvre du nouveau projet qui en découlera. Les indicateurs d'alerte sur la situation sont suffisamment forts pour se reconnecter au courage et la sagesse d'un Jean Monnet ! Et retravailler avec les pays européens les plus impliqués.

### **3 Une demande d'Etat pour s'inscrire positivement dans la révolution technologique permanente**

Une **profonde révolution technologique** se déroule aujourd'hui sous nos yeux avec de sérieuses répercussions sur l'économie et la société.

#### **31 Une révolution irréversible et profonde**

**Avec Régis Debray et Zhao Tingyang, on voit que les philosophies occidentales et chinoises convergent pour souligner que « seules les révolutions techniques sont sans retour ».** *« Au fond, les seules révolutions qui échappent au sens astronomique du mot [celui de l'éternel retour], ce ne sont pas les politiques mais les révolutions techniques parce qu'elles seules sont sans retour. On ne revient pas à la bougie après l'électricité, ni à la marine à voile après la machine à vapeur »* extrait du livre Du ciel à la terre.

#### **32 L'Etat interpellé**

Le monde est marqué par les **bouleversements** opérés par les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique et les sciences cognitives. Le développement des objets connectés pour le grand-public est un autre aspect de cette révolution. La robotisation s'apprête à gagner tous les aspects de la vie économique et sociale. Après les évolutions agricole, industrielle, postindustrielle ou tertiaire, il semble que nous entrions aujourd'hui dans une **nouvelle ère** qui percute le rapport au travail, au capital et au lien social.

Dans ce nouveau contexte, il est légitimement demandé à l'Etat d'aider le pays dans la diffusion des nouvelles technologies, de développer la formation, la recherche et l'innovation : il s'agit à la fois d'aider chacun et les collectifs à s'adapter et trouver sa place et, pour le pays, de participer activement aux grandes révolutions technologiques.

Mais l'Etat est également interpellé dans son essence, ses modalités d'existence et de fonctionnement.

**Certains esprits imaginent déjà pour demain une société que Karl Marx définissait comme « Communiste » (« à chacun selon ses besoins » ; contrairement au « Socialisme » défini par la formule « à chacun selon son travail »...). Le formidable développement des capacités de production libérerait complètement l'homme du travail. Nous retrouverions l'ère antique de « l'otium », les robots remplaçant les esclaves, tout le monde aurait « Le droit à la paresse » de Paul Lafargue.**

Alors, suivant en cela les anciennes utopies anarchistes, il serait possible d'**envisager la disparition de l'Etat** : le service public serait pris en charge par des robots et des citoyens qui utiliseraient de manière volontaire, gracieusement ou faiblement rémunérée, leur temps libéré à concourir à des activités d'intérêt général. Autre effet en cascade, le déficit et l'endettement de l'Etat disparaîtraient !... Ici, le **libertarisme anarchiste de Gauche**, rejoint le **libertarisme des néo-libéraux** : transférer le service public à la société civile est une forme de « coproduction de l'administration » aujourd'hui très en vogue au sein du parti conservateur de David Cameron en Grande Bretagne.

De quoi est féconde aujourd'hui ce type d'utopie ? Que nous dit-elle en concevant un Etat qui s'effacerait peu à peu ? Elle nous parle d'allègement de contraintes et de coûts ; elle nous parle de capacités nouvelles grâce à des modes de fonctionnement révolutionnaires et avec un idéal où chacun serait contributeur. Cette utopie nous interpelle fortement. Si elle nous interpelle avec justesse, l'histoire nous montrera certainement qu'elle nous pousse à une voie médiane, celle de la co-action entre un appareil d'Etat centré sur ses missions et des citoyens positivement impliqués.

**Comment l'Etat doit-il préparer le pays à ces profonds changements sociologiques résultant des nouvelles capacités technologiques ? Comment penser l'Etat dans ces évolutions ?**

#### **4 Une demande d'Etat pour le développement durable et la transition énergétique**

Sur le plan écologique nous sommes entrés dans l'ère de l'**anthropocène**. Nous assistons à une prise de conscience générale de l'urgence de remédier à l'épuisement des ressources naturelles, notamment énergétiques, et de sauvegarder l'humanité en luttant plus efficacement contre les pollutions et le réchauffement climatique de la planète.

De profonds bouleversements sont attendus en matière économiques (modes de production, de consommation, d'échanges etc...) et de vie sociale sans que nous y soyons préparés. Les Etats du monde ont encore des intérêts différents, voire divergents ; aussi un accord global n'a-t-il pas encore pu être formalisé. Au-delà, sa mise en œuvre transformera nos vies quotidiennes.

**Si ces sujets sont mondiaux, on voit bien que les Etats sont particulièrement interpellés. Quel rôle l'Etat doit-il jouer en matière de politique industrielle, agricole, de recherche, d'éducation et de formation ?**

**Au total, il apparaît que la demande d'Etat, même si elle n'est pas toujours clairement formulée, est très forte dans les domaines régaliens de la sécurité externe et interne, au sens large du terme puisque la politique de sécurité interne, par exemple, renvoie également à toutes les politiques publiques liées au « vivre ensemble » et à la prévention.**

**Mais au-delà, la demande d'Etat est également forte dans la régulation de la mondialisation sur les plans économique et social (préservation de notre modèle social), dans le maintien de la France dans la course technologique ainsi que pour faire face aux grands défis écologiques.**

**Dans ce contexte la question du périmètre de l'Etat en France appelle une réponse très circonspecte...**

## **II – LA QUESTION DU PERIMETRE DE L'ETAT EST SOUVENT MAL POSEE**

La question du bon périmètre de l'Etat est posée. En raison de la pression allemande visant au respect des engagements européens, légitimée par des économistes ultra-orthodoxes oublieux des enseignements de la Grande Crise de 1929, dans un contexte de crise de l'Euro et de fort endettement des Etats européens, il s'agit d'un **débat d'une grande actualité**, mais c'est un **débat piégé** qui occulte **le véritable sujet qui est la restauration de la puissance publique.**

### **1 - Un débat d'actualité**

La lutte contre les déficits et endettements publics conduit à s'interroger sur la **réduction de la dépense publique et donc soulève inévitablement la question du périmètre de l'Etat.**

**C'est l'impotence de l'Etat qui est le sujet de préoccupation des électeurs « déboussolés ».** Cette impotence est facilement mise sur le dos de **l'omnipotence de l'Etat** qui aurait exagérément étendu son champ d'action entraînant une inflation des dépenses publiques et donc une **réduction de ses marges de manœuvre.**

Cette vision des choses apparaît comme **une évidence dont il faut se méfier.**

### **2 - Un débat piégé**

Le débat sur le périmètre de l'Etat est d'une extrême difficulté en raison des pièges qu'il recèle.

## **21 - Un débat idéologiquement clivant**

C'est tout d'abord **un sujet clivant idéologiquement**, qui sert de marqueur traditionnel pour les partis et courants politiques. En passant de l'Etat socialiste à l'Etat libéral, on peut ainsi discerner un Etat Keynésien, social-démocrate, social libéral ou néolibéral...

La **sémantique idéologique** conduit souvent à des questionnements surréalistes tels que celui sur l'éventuelle actualité de la social-démocratie. Celle-ci dans la pureté de sa définition n'a jamais existé en France, sauf peut-être paradoxalement, et dans une certaine mesure, dans les années d'après-guerre où la CGT et le PCF étaient quasi hégémoniques et où des compromis socio-économiques étaient passés avec le patronat sous l'égide d'un Etat interventionniste, le plus souvent de Droite, dans le cadre des comités du Commissariat général au Plan...

Au-delà de la sémantique idéologique, qui a tendance à enfermer confortablement la pensée dans des schémas préétablis réducteurs, il faut admettre que **la notion de périmètre de l'Etat est en outre techniquement difficile à définir.**

## **22 – La notion de périmètre est techniquement très difficile à définir**

En effet, celui-ci renvoie à la question des abandons de souveraineté consentis par l'Etat national à d'autres instances telles que par exemple l'Union européenne ou le Conseil de l'Europe.

Il confond aussi les dépenses de Sécurité sociale, qui n'est qu'une forme de redistribution des revenus qui n'affecte pas directement l'activité privée (aux Etats Unis les dépenses de santé sont très supérieures à celles que nous connaissons en France !) avec les véritables dépenses publiques. Celles-ci confondent à leur tour les dépenses de l'Etat proprement dites avec celles des collectivités locales. Les comparaisons internationales sont biaisées et malaisées ; leur interprétation économique profonde est, elle aussi, largement biaisée.

Enfin, **la question du périmètre présente l'inconvénient majeur de confondre la fin et les moyens.**

**Le "périmètre" conduit le plus souvent à s'interroger sur le seul montant de la dépense publique et sur le nombre de fonctionnaires mais rarement sur la pertinence des politiques publiques suivies. En étudiant sérieusement celles-ci, des économies importantes seraient alors réalisables.**

## **23 – Changer de paradigme et s'interroger sur la « valeur » du service rendu par l'Etat**

La gestion publique, au niveau gouvernemental, gagnerait à s'inspirer des **méthodes d'analyse de la valeur et du « design-thinking »**. Quelle est la valeur véritable, en termes de **valeur d'usage**, des services réellement rendus aux usagers du service public ? **Quel coût ? Pour quel service ? Cette valeur d'usage tient-elle compte de notre évolution technologique, de notre économie et de notre projet républicain ?**

Par exemple, les **aides au logement** à la personne, grosse dépense budgétaire, aident-elles réellement les ménages démunis, objectif légitimement poursuivi, ou plutôt les propriétaires qui en profitent pour augmenter les loyers ? Pourquoi, malgré l'argent dépensé, la construction de logements connaît-elle le retard que l'on sait ? Etc...

Un raisonnement similaire pourrait s'appliquer à certaines **privatisations hasardeuses** telles que celles des autoroutes : les avantages financiers à court terme ne masquent –elles pas un important manque à gagner à long terme ?

Autre exemple qui montre que **la question des économies n'est pas liée à celle du périmètre**. Les économies budgétaires ne seraient-elles pas beaucoup plus importantes à réaliser par **une simplification et une rationalisation drastiques du Millefeuille administratif français** ? Pourquoi les dépenses des collectivités territoriales augmentent-elles beaucoup plus vite que celles de l'Etat (celles-ci étant plutôt à la baisse en vérité...).

A cet égard, si la création des métropoles marque un réel progrès, le renoncement à la suppression des Conseils généraux, y compris en zone urbaine, est de mauvais augure... Pourquoi le développement de l'intercommunalité n'a-t'il pas été accompagné des économies budgétaires tant promises ? Quel est le montant véritable des dépenses publiques servant exclusivement à financer des **« frais généraux institutionnels »**, des **dépenses de fonctionnement internes improductives de services aux citoyens** (frais de siège, questures, cabinets, communication, accueils, hémicycles etc...), uniquement liées au **foisonnement d'institutions largement repliées sur elles-mêmes** et dont la **valeur ajoutée** apportée aux usagers du service public est nulle ?

Prenons conscience qu'alors que la prolifération de gouvernances locales a été permise par les appareils politiques, des économies et restructurations de services d'Etat ont été imposées à l'appareil d'Etat avec une vision républicaine tronquée par l'utilisation de méthodes dépassées. Au terme de cette équation déséquilibrée, **le citoyen ne s'y retrouve pas (problème de démocratie) et paie les frais des inconséquences (impôts/endettement)**.



### 3 La restauration d'une puissance publique rénovée est le vrai sujet

L'insatisfaction citoyenne récurrente malgré l'alternance politique, l'instabilité au niveau des portefeuilles ministériels ainsi que les conditions profondes de la montée de l'extrême droite dans un climat d'abstentionnisme électoral et de défiance vis-à-vis des politiques conduisent à penser que **la demande sociale n'est surtout pas la réduction du rôle de l'Etat mais bien plutôt la restauration de la puissance publique.**

Les citoyens questionnent ceux qui aspirent aux plus hautes responsabilités au sein de l'Etat, non seulement sur leur ligne politique précise ou sur leurs bonnes intentions, mais surtout sur leur capacité réelle à agir, à conduire et réorienter les politiques publiques vers de la réussite globale.

**Le sujet est rarement "moins d'Etat" mais plutôt "plus et mieux d'Etat", ce qui ne signifie pas un Etat plus cher !...**

Bien évidemment, cette demande d'Etat est surtout **une demande d'autorité, de protection, de capacité d'arbitrage et de capacité d'impulsion. Ces demandes ne sont pas synonymes d'Etat autoritaire ou d'étatisation de l'économie et de toute la société.**

Ces demandes portent « simplement » l'exigence d'un organe garantissant efficacement **la mise en œuvre effective de l'intérêt général**..et dont la responsabilité ne se dilue pas et ne se dissimule pas dans des méandres organisationnels.

Aujourd'hui, la principale question est de savoir si l'Etat est encore en mesure d'assurer la **protection attendue** par les citoyens, la **régulation des crises** et toutes les **promesses de l'Etat républicain**.

Le risque est donc de laisser le **champ libre au lobbysme, au populisme d'extrême gauche ou à celui de l'extrême droite** nationaliste qui savent canaliser à leur profit cette demande sociale tout en mettant en danger l'Etat républicain.

Aussi, plutôt que de s'interroger sur le périmètre plus ou moins large de l'Etat, conviendrait-il davantage de **s'interroger sur les politiques qu'il mène** (quelle vision démocratique les sous-tend ?), **sur son efficacité** (l'action publique obtient-elle les résultats escomptés ?), **son efficience** (les moyens de l'Etat sont-ils optimisés ?) **et ses modes de fonctionnement** (notamment du point de vue démocratique et des valeurs républicaines qui doit porter et réaliser par ses actions).

### III – LA CAPACITE DE L’ETAT A CONDUIRE UNE STRATEGIE EFFICACE EST LA QUESTION CENTRALE

La capacité de l’Etat à conduire une stratégie efficace est en vérité la **question cruciale** qui se pose aujourd’hui. En tout cas c’est la question que se posent les citoyens dans le désarroi qu’ils éprouvent et qui se manifeste dans les urnes.

Cela passe par la proposition de politiques publiques centrées sur l’essentiel pour agir sur les enjeux actuels et cela suppose de confronter les puissants freins à l’adaptation des institutions et des politiques publiques. Il s’agit de revisiter la gouvernance

#### 1 La nécessaire adaptation de la gouvernance institutionnelle et administrative

Sans entrer ici dans l’intéressant débat sur la réforme des **institutions de la Vème République** ou la recherche d’une VIème République, ou dans d’autres questions qui n’entrent pas non plus dans notre champ d’étude (les abandons de souveraineté consentis au profit de l’**Europe** doivent-ils être repris ? Ou être dépassés dans le cadre d’une évolution fédérale de l’Europe notamment autour des pays membres de l’Euro ?), la **gouvernance publique**, politique et administrative, mériterait une sérieuse adaptation, notamment :

- en traitant les congestions (repérage, identification et simplification des niveaux décisionnels...),
- en limitant l’entre - soi (rendre aux corps d’Etat leur noblesse en luttant contre leurs chasses gardées...),
- en acculturant, par la pratique, les élites à l’économie et à l’entreprise, à la réalité de terrain, à la vie à l’international, aux nouvelles technologies...

Cependant, les marges de manœuvre de l’Etat national ne dépendent pas uniquement de la réponse à ces importantes questions.

#### 11 Ne pas laisser l’intérêt général être l’otage du « millefeuilles » et des conflits d’intérêts

L’impotence de l’Etat français résulte beaucoup d’une accumulation historique de missions, dont certaines sont dépassées, de son organisation soit trop concentrée et centralisée (Education nationale...) et soit mal décentralisée (millefeuilles institutionnel et administratif...).

On peut imaginer qu'une France reposant sur des **régions** et des **métropoles** fortes pourrait conduire des politiques plus efficaces et efficientes. Par exemple, on peut légitimement se demander s'il est raisonnable que l'Education Nationale soit encore gérée par l'Etat plutôt que les collectivités territoriales.

La **réforme territoriale** en cours va de toute évidence dans le bon sens si elle parvient réellement à simplifier et rationaliser le « **mille feuilles administratif** ». Tout cela renvoie à la question du bon niveau de traitement des problèmes (cf. notion de « subsidiarité ») rendu difficile par le jeu de conflits d'intérêts institutionnalisés.

Les réformes sur le **cumul des mandats** et la lutte contre les **conflits d'intérêts** ne sont pas seulement bienvenues du point de vue de la moralité publique mais elles le sont aussi car elles sont le seul moyen de créer les conditions permettant de **faire prévaloir l'intérêt général national** et de **redonner des marges de manœuvre** à un Etat souvent entravé par de puissants **lobbies** locaux, corporatistes ou techniques. Comme on le sait depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, **l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers !**

Il convient également de s'interroger sur **l'adaptation des modes d'action de la puissance publique au monde d'aujourd'hui**.

## **12 Rationaliser les structures même si c'est difficile**

L'efficacité, et donc le coût, de l'Etat dépend aussi de l'organisation des services qui conduisent les politiques publiques dont il a la charge. Malgré la **LOLF** (loi organique sur les lois de finances du 01/08/2001) et la **RGPP** (réforme générale des politiques publiques lancée le 10 juillet 2007) l'administration de l'Etat n'est pas encore parvenue à adapter et rationaliser ses structures à ses missions tandis que la **MAP** (modernisation de l'action publique, lancée en 2012) peine à produire des effets visibles.

Un exemple emblématique, récemment dénoncé par la Cour des comptes et un rapport ministériel, illustre ce constat : l'éclatement entre de trop nombreux services de la mission de **police judiciaire**. Outre la Gendarmerie nationale et la direction générale des Douanes, la Police nationale est bien évidemment un acteur très important. Or, au sein de la police nationale les missions de police judiciaires sont éclatées entre la direction de la police judiciaire, la direction de la sécurité publique, la direction de la police aux frontières sans compter de nombreux offices centraux. Au-delà de l'adaptation des structures aux missions un tel constat soulève la question du bon usage des deniers publics du fait de l'importance des dépenses de structure (la cour des comptes a également relevé le sur-encadrement de la police nationale ...).

## **13 - Réformes : entendre le « discours de la méthode »**

Pourquoi la LOLF, la RGPP, et peut-être aujourd'hui la MAP, se heurtent – elles à de telles difficultés ?

C'est certainement à cause d'un **travers bien français de vouloir réformer par les seules vertus de la loi ou du décret.**

Nos mœurs politiques, aux niveaux parlementaires et ministériels, sont telles que **l'on ne consacre pas assez de moyens, d'efforts et de temps, dans la préparation et la mise en œuvre des réformes (accompagnement des acteurs, évaluation...) c'est-à-dire dans l'ingénierie des réformes.**

En outre, nos élites publiques ont largement été sélectionnées pour leur intelligence rationnelle, pour leur capacité à intégrer des informations, à analyser les situations, les problèmes et les enjeux, pour leur sens de la structuration, pour leur capacité à affronter les difficultés voire à combattre. Le sens de l'innovation, la créativité, la capacité à envisager d'autres pistes, à voir globalement une situation et à mettre en mouvement du changement, le goût pour les transformations, la capacité relationnelle sont encore peu considérés et sont donc atrophiés dans l'appareil d'Etat. Ceci est vrai au niveau des recrutements initiaux (ENA par exemple) mais aussi au niveau des mobilités et changements de poste dans une carrière. Dans la pratique, les reconversions professionnelles ne sont pas soutenues : le plus souvent, elles gênent. Les personnes en souffrent dans leur quotidien ; la capacité de l'Etat à imaginer des réformes en souffre tout autant. En attendant, le citoyen s'impatiente.

La créativité a de beaux jours devant elle dans les administrations publiques ! Investissons avec humanité en ce sens !

Si l'Etat doit parfois savoir trancher avec célérité, ses décisions doivent paraître légitimes, susciter l'adhésion et donc, la plupart du temps, être préparées soigneusement, en concertation avec les partenaires et les destinataires. Dans la gestion publique comme dans la gestion des entreprises, **l'autorité n'est plus aujourd'hui ce qu'elle a pu être : la manifestation d'actes absolument unilatéraux.**

Les conditions de mise en œuvre de **la RGPP ont été de ce point de vue une véritable caricature** : réforme décidée par le haut, recours massif à des cabinets d'audit venus du privé, absence de concertation avec les fonctionnaires, absence de concertation avec les usagers etc. La RGPP ne pouvait qu'échouer, générer un profond traumatisme et affaiblir l'appareil public.

## **14 Utiliser la révolution numérique**

Dans un récent entretien, **Benoit Thieulin**, président du Conseil national du numérique, vient de déclarer : « **la révolution numérique pourrait saper les fondements de l'Etat** ».

Les « infostructures », qui se substituent aux vieilles « infrastructures » (relais de poste, routes etc...), seraient en train d'agencer de nouveaux « pouvoirs » : des plateformes concurrencent déjà des services publics tels que, par exemple, Pôle emploi.

L'administration est donc appelée à un **changement de culture** : automatisation des tâches et dématérialisation des services et procédures peuvent améliorer la qualité des services rendus à l'usager à moindre coût, dégageant des gains de productivité et entraînant la possible création de nouveaux métiers.

L'économie numérique suscite la création de nouveaux types d'entreprises qui bousculent les situations acquises comme on peut le voir avec Uber POP. De nouveaux métiers et de nouvelles façons d'envisager le travail voient le jour.

Toute réflexion sur la réforme de l'Etat, au sens large du terme c'est-à-dire y compris les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociales, doit impérativement tirer toutes les conséquences des bouleversements en cours afin d'**anticiper et maîtriser** les évolutions inévitables.

## **15 - Quelques axes pour un nécessaire renouveau de l'action publique**

L'un des axes raisonnables d'un renouveau de l'Etat républicain en France pourrait être dans certains domaines la **réhabilitation du « contrat » au service de politiques publiques**. Lancée il y a plus de 30 ans après des émeutes en banlieue, la politique de la Ville est une intervention volontariste de l'Etat qui a plutôt réussi, alors que la décentralisation est en plein essor, à construire des partenariats durables en négociant des contrats. Cette politique est bien une réussite : l'absence de révoltes aussi fortes qu'en Angleterre ou aux Etats Unis distingue la France. Le contrat d'insertion est aussi, avec le revenu minimum, une innovation sociale qui allie le volontarisme de l'action et l'aide sociale avec des mécanismes de solidarité nationale et locale.

La France a aussi besoin d'un nouveau « **travailler ensemble** », d'une « **co-action** » et toutes les générations doivent y être associées. Faute de cela, les réformes ne seront que celles de milieux technocratiques et de microcosmes politiques qui sont pour partie décrédibilisés. Un **élan citoyen** nouveau mérite d'être sollicité et accompagné. Une nouvelle confiance est à construire ; elle peut l'être sur des terrains concrets d'expérimentation. Qui le fera ? Y a-t-il un appareil autre que l'appareil d'Etat qui puisse y donner sens sur l'ensemble du territoire ? **La fonction publique d'Etat doit y être impliquée** ; c'est elle qui a joué ce rôle à tous les moments de la construction républicaine (instituteurs, juristes, aménageurs) ; elle a su le faire, et servir. **Servir**, c'est bien le sens premier de l'expression « service public ». La fonction publique doit être associée à la découverte et définition de nouvelles voies.

**Cessons de ne voir dans la fonction publique que le problème, voyons-la aussi comme la solution !...**

## **2 Revaloriser l'engagement de service public dans le cadre d'une mystique républicaine moderne**

On doit remettre en lumière **les services publics** offerts aux publics, pour les remettre en conscience auprès des populations. Les usagers du service public sont souvent des consommateurs ignorants car le service public ne s'affiche plus et perd la fierté de son utilité ; la grande majorité des agents publics souffre, est découragée, voire traumatisée par les réformes ou modernisations qui se succèdent sans ligne de philosophie et morale politiques. Pourtant, ce sont eux, sur le terrain, qui sont en face de la population confrontée aux difficultés (crises, chômage, violences). Les guichets publics sont au contact de la population réelle (hôpital, services sociaux, services fiscaux, police, enseignement).

Nous vivons aujourd'hui **l'échec de plus de vingt ans de réformes, de « New Public Management » !** Restructurations et rationalisations de l'appareil public se sont succédées, avec une idéologie mécaniste et néo - taylorienne, en l'affaiblissant et en ayant compté presque pour rien le fait qu'**une république démocratique a besoin d'un appareil public professionnalisé, non corrompu et efficient**. La morale et la philosophie politiques ne doivent pas continuer à faire l'impasse sur **l'idéal de l'engagement de service public**. C'est le ciment le plus profond de la fonction publique et il est au cœur du pacte républicain.

Il est temps de relever autrement **l'exigence d'évaluation transparente des politiques publiques**. Il s'agit du respect d'une condition démocratique majeure : organiser périodiquement des redditions de comptes publics permettant d'évaluer les progrès, les difficultés et les obstacles qui peuvent et doivent être surmontés. « **La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration** » : oui, il s'agit de voir ensemble comment ce droit figurant dans la Déclaration des droits l'homme et du citoyen de 1789 peut garder son actualité.

Face à l'extrême droite qui menace l'Etat républicain il faut **retrouver une « mystique républicaine » sans laquelle l'Etat n'est qu'une froide mécanique sans âme**.

### **3- Revisiter et revitaliser les grandes politiques publiques**

#### **31 - Préserver les missions régaliennes**

Il s'agit tout d'abord de **préserver les missions régaliennes de base**. La montée des périls extérieurs nécessitent de donner à la **défense nationale** et à la **diplomatie** les moyens nécessaires. Il en est de même en interne pour la **sécurité publique** et la **justice** et au-delà pour les politiques d'intégration et de contrôle de l'immigration.

**La bonne gouvernance des finances publiques** (impôts et comptabilité publique) doit continuer à être professionnalisée et impartiale. Les administrations qui en sont chargées, même si elle doivent continuer à évoluer, ne doivent pas être fragilisées par des coupes budgétaires qui menacent leur efficacité.

**Le consentement à l'impôt est indispensable et ne doit pas être fragilisé par des réformes de court terme. C'est ainsi que la transparence des comptes publics et la mise en travail qu'elle nécessite doivent être garantis** (analyse du niveau d'endettement de l'Etat mais aussi des collectivités locales incluant les sources et niveaux de refinancement, analyse de leurs effets économiques et sociaux, analyse des systèmes de solidarité et redistribution avec leurs avantages et inconvénients sur le tissu social).

Au-delà, **la justice fiscale est liée à la justice sociale et le rétablissement de la confiance pour un impôt républicain, plus juste, passe par une réforme fiscale profonde**

Les politiques publiques régaliennes forment historiquement la **base du « pacte républicain »**. Si elles ne sauraient se soustraire à la nécessité d'une bonne gestion, **elles ne doivent cependant pas servir de variable d'ajustement.**

Les politiques publiques héritées des luttes sociales et du « **welfare state** » sont davantage remises en cause. Il faut les faire évoluer vers **plus d'efficacité et d'efficience.**

### **32 La politique sociale : préserver le modèle français en le réformant.**

En matière de politique sociale, le **consensus national né du Conseil national de la résistance intérieure** mis en œuvre par le général de Gaulle et porté par différents courants politiques de gauche et de droite modérée a perduré jusqu'à l'éclosion du **néolibéralisme triomphant** des années 1980.

Le **modèle français** est-il encore adapté à une économie totalement dérégulée sur le plan international ? Est-il la source de nos difficultés économiques actuelles ?

La réponse à ces questions est loin d'être évidente. Aussi convient-il d'adopter une démarche pragmatique et considérer que, **si les finalités du modèle français doivent être réaffirmées, il n'est pas interdit de revisiter son contenu afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience.**

Pour être plus concret, la question de l'efficacité du **marché du travail** français est aujourd'hui nettement posée (cf. travaux du nouveau prix Nobel Jean Tirole). Notre système de protection de l'emploi basé sur une assurance chômage apparemment généreuse et un marché du travail rigide semble déboucher sur une **préférence pour le chômage plutôt que l'emploi.**

Dans le même ordre d'idée, ne faut-il pas s'intéresser sérieusement et sans tabou au totem de la **sécurité sociale** ? **Il ne s'agit pas, bien évidemment, de critiquer l'objectif de protection sociale poursuivie,**

**mais bien de lutter efficacement contre les fraudes et un certain nombre de dérives** avec lesquelles les usagers se sentent mal :

- fraude aux cotisations sociales par les employeurs (cf. rapport de la Cour des Comptes),
- instrumentalisation de la sécurité sociale par les laboratoires pharmaceutiques (cf. remboursement des médicaments sans intérêt thérapeutique...),
- multiplications inutile d'actes médicaux,
- territorialisation des urgences et des soins avec une médecine de ville et une médecine hospitalière insuffisamment complémentaires
- insuffisante valorisation de la prévention médicale et sanitaire ...
- surcoûts générés par les pratiques des opticiens et des professions dentaires ou le monopole des pharmaciens etc ...

Même s'il convient de corriger le comportement inadapté d'un certain nombre d'usagers (cf. fraude à la carte Vitale, etc...), il serait temps de **se demander si la protection sociale des français, dont le principe ne doit pas être remis en cause, est réellement assurée dans des conditions efficaces et au meilleur coût.**

N'est-il vraiment pas possible de **déboulonner certains** totems pour assainir le fonctionnement du système et l'adapter aux enjeux actuels de la population (chômage, allongement de la vie, vieillissement, dépendance...)?

### **32 L'Education nationale : résorber le décalage entre coût et efficacité.**

L'**Education Nationale**, au **cœur de notre pacte républicain**, est un autre **sujet tabou** ; on tourne donc autour et le mal s'aggrave. L'opinion publique et la presse, elles, en retiennent l'inadaptation, l'insatisfaction des élèves, des parents et des enseignants. C'est ainsi que, **dans les mentalités, une réforme approfondie de l'éducation nationale est devenue « impossible ».** **Pourtant, dans les faits, elle est devenue incontournable.**

La France y consacre une **grande partie du budget de l'Etat**, elle emploie la moitié de la fonction publique nationale ! De surcroît, différents classements ou **évaluations internationales** font penser que notre système n'a pas l'efficacité souhaitable (notamment du point de vue de l'égalité sociale). **L'important décalage apparent entre le coût du système et son efficacité** pose donc un sérieux problème.

Si l'Etat doit conserver la vision et la responsabilité nationales du système avec un **pilotage global** en termes d'objectifs, de programmes, de respect d'un certain nombre de principes et d'évaluation, **il n'est vraiment pas raisonnable de continuer à gérer de manière centralisée un ensemble d'1 million de fonctionnaires.** Cette gestion centralisée est en réalité une imposture intellectuelle.



Comme il n'est pas possible de gérer un tel ensemble de cette manière cela signifie que l'Education Nationale est comme un bateau ivre livré à tous les corporatismes et à tous les conservatismes. Mieux vaudrait, dans le cadre d'une **décentralisation rationalisée**, **confier le pilotage administratif et financier aux collectivités territoriales tout en donnant le maximum d'autonomie aux établissements avec des chefs d'établissement réellement considérés et responsabilisés.**

Par ailleurs, dans l'intérêt des finances publiques comme de celui des élèves, ne faudrait-il pas explorer pleinement et plus systématiquement **les possibilités offertes par la révolution numérique** en cours (« e learning » avec soutien des maîtres...)? **La revalorisation sociale et le développement de l'apprentissage** ne seraient-ils pas une réponse adaptée au phénomène du décrochage massif des jeunes scolaires et au – delà de bien d'autres élèves du Secondaire comme du Supérieur.?

Dans le même temps, il faut que le service d'enseignement obligatoire et d'instruction publique soit redéfini. Les réformes de l'organisation et de la gestion ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt du sens républicain : **tout jeune doit être accueilli, instruit et éduqué.** Il faut **réaffirmer le rôle social et politique de l'école** et, dans le même temps, **revaloriser la fonction enseignante** en permettant, par exemple, à chaque enseignant d'avoir une **formation professionnelle continue digne de ce nom** portant à la fois sur le contenu technique des matières enseignées, sur la vie scolaire et les évolutions de la société, sur la pédagogie et le travail en équipe, de manière évolutive et avec les technologies de l'enseignement.

L'enseignement doit s'adapter à son terrain. Comment ne pas être interpellés par le fait que c'est un homme de plus de 80 ans, Michel Serres, qui a eu besoin de nous rappeler, collectivement, que nos enfants sont des « petites et petits poucets » ? Quelles conséquences en ont été tirées dans la politique publique nationale et l'école et le collège de quartier ? L'enjeu des rythmes scolaires tel qu'il a été posé apparaîtrait, a contrario, marginal.

### **34- La politique en faveur des entreprises**

**Le discours gouvernemental sur les entreprises est heureusement en train de changer.** Celles-ci créent richesses et emplois et ne sont, en elles-mêmes, ni de gauche ni de droite.

Au-delà des grandes politiques qui ne peuvent se conduire que sur les plans international, européen ou national, la politique économique française gagnerait beaucoup à **s'appuyer davantage sur les simplifications et les territoires.**

**La stabilité des règles, les simplifications et les allègements doivent aller de pair.**

Il est par ailleurs souhaitable, comme tente justement de le faire le gouvernement actuel, de **conférer à des régions fortes et à des métropoles puissantes le maximum de capacités économiques** (comme c'est le cas en Allemagne ou aux USA...).

Bien évidemment l'accent doit être mis sur la **création d'entreprises pérennes** notamment par un soutien aux "business angels", sociétés de capital risques etc... **Les entreprises en création génèrent beaucoup d'emplois.**

Plus largement, on ne peut que s'étonner de la frilosité des banques et des autres institutions financières dans le **financement des entreprises** et plus particulièrement des entreprises en démarrage qui peinent à trouver des fonds propres ou à financer leur développement (nos plus belles « start-up » sont souvent rachetées par des entreprises étrangères...).

Bien évidemment, l'accent doit être bien sûr mis sur **l'économie des nouvelles technologies** d'aujourd'hui : numérique et objets connectés, nanotechnologies, biotechnologies, sciences cognitives etc...

### **35 République et citoyenneté comme seuls moyens de lutte contre l'intégrisme.**

La **République** c'est aussi l'Etat de droit, la sécurité et la défense de valeurs fondamentales. D'un côté, devant l'urgence, notre pays ne peut plus éluder la nécessité de donner des moyens efficaces de lutte contre l'intégrisme et le terrorisme : **donner plus de moyens juridiques et matériels à la police, aux services de renseignement et à la justice (plus de magistrats et plus de prisons...).**

Mais cette « guerre » passe aussi par **l'apprentissage de la citoyenneté pour tous** : il faut créer un **service civique**, y compris policier et militaire, **obligatoire et universel** comme l'était l'ancien service national ; pourquoi de jeunes diplômés ne pourraient-ils pas dans ce cadre-là donner des cours d'alphabétisation pour adultes ou faire du soutien scolaire dans les quartiers difficiles ou les prisons ou apporter leurs connaissances linguistiques aux services de renseignement ou renforcer le personnel paramédical dans les hôpitaux?... Bien évidemment, il conviendrait de régler enfin la question posée depuis longtemps du recrutement, de la formation, du prêche en Français et de la transparence du financement des imams de France. C'est le moment ou jamais...

Dans le même temps, **il est souhaitable que la laïcité soit mieux explicitée dans ses déclinaisons pratiques** (alimentation, port vestimentaire, mixité des activités sportives ou autres etc...) et scrupuleusement respectée.

**Enfin, l'école a bien évidemment un rôle fondamental à jouer** dans ces domaines : instruction civique, histoire des religions et des croyances non religieuses, développement de l'enseignement philosophique...

### 3- Lever les puissants freins au changement

**La France dispose d'atouts majeurs** pour jouer son rôle dans le concert des nations, y tenir sa place et relever le défi de la mondialisation, en attendant **une Europe fédérale, démocratique et républicaine qui ne vient pas...**

Les adaptations nécessaires que l'on s'est efforcé d'identifier pour les plus importantes d'entre elles se heurtent cependant à de puissants freins. La France, y compris son appareil d'Etat, paraît parfois difficile à réformer. **La haute fonction publique et plus largement les fonctionnaires, astreints au devoir de réserve, servent trop facilement de boucs émissaires.** Or, les freins au changement s'ils sont nombreux et puissants ont des causes plus larges et plus profondes.

Sans donner de connotation idéologique à ce terme, mais bien plutôt une **connotation sportive**, on peut écrire que la France a **grand besoin d'un « coaching » pour remobiliser son énergie avec un redressement « moral ».**

#### 31 Réformer l'administration avec méthode

L'importance et la force des enjeux sont incontournables ; là est l'avantage. Réformer les structures du pays passe par des réformes publiques profondes. La **méthode (l'ingénierie)** qui sera employée est déterminante.

Mener ces réformes en associant vraiment les fonctionnaires est nécessaire ; les réformes ne sont pas des schémas alternatifs, gratuits et désincarnés ; ce sont les hommes et les femmes au travail avec leur créativité, leurs contributions et leur énergie qui ont fait et feront la réussite des réformes républicaines.

Dans cette perspective, **l'accompagnement des réformes** est indispensable et un accompagnement de **coaching humaniste**, professionnalisé, en symbiose avec les idéaux républicains, est un atout qui ne doit pas être méprisé mais, au contraire, promu. La bienveillance humaniste et républicaine a une valeur qui a construit notre pays avec sa démocratie ; la remettre en scène et en mouvement apparaît nécessaire dans les actuelles crise morale et crise de moral.

#### 32 Traiter la prégnance des conflits d'intérêts sur le respect de l'intérêt général

Les conflits d'intérêts ne sont pas seulement une affaire d'éthique, encore moins de morale individuelle ; ils posent également, et peut-être surtout, **un problème de « philosophie » de l'action publique par la confusion qu'ils engendrent dans la perception de l'intérêt général. Ils faussent le bon déroulement du débat public.** Les traiter aura donc un effet systémique vertueux.

**Jusqu'à de récentes réformes, la France était le pays où les conflits d'intérêts pouvaient se donner libre cours.** On peut même écrire que **le conflit d'intérêts a été institutionnalisé.** Notre Constitution ne prévoit-elle pas, à côté d'une Assemblée Nationale élue par le suffrage universel des citoyens, un Sénat représentant officiellement les collectivités territoriales ? Pour faire bonne mesure, mais son pouvoir n'est que consultatif et son rôle par conséquent tout à fait justifiable, la Constitution a également prévu un Conseil économique et social dont ses membres les plus éminents eux-mêmes doutent de l'utilité... Concrètement, à l'occasion du débat actuel sur la réforme territoriale, on voit bien que le Gouvernement peut difficilement s'appuyer sur le Sénat pour faire passer sa réforme. Comme disent les américains, "il ne faut pas demander aux dindes si elles sont favorables aux repas de fête de fin d'année !...".

Bien évidemment le **cumul des mandats**, qui jusqu'aux récentes réformes était largement pratiqué, est un puissant facteur de conflits d'intérêts. Cela étant, il n'est que la conséquence directe de notre "**mille feuilles administratif**". Celui-ci génère tout à la fois des opportunités et la nécessité de cumuls. **Les élus qui cumulent ne sont donc pas personnellement « fautifs », et, à de rares exceptions près, leur honnêteté ne doit pas être mise en doute. C'est le système qui est en cause.**

Et **les conflits d'intérêts ne concernent pas seulement le monde politique**, ils touchent également le monde administratif, économique et social... Une revue des situations individuelles ou groupales associée à une revue des parcours doit être menée : en plus de la déontologie, cela permettra d'ouvrir une réflexion éthique sur la morale publique.

**Fort heureusement, après un certain nombre de scandales emblématiques et sous la pression de l'opinion publique, la France est en train de rattraper sérieusement son retard.**

### **33 Prendre en compte la faiblesse du mouvement syndical salarié français**

Le paysage syndical français est devenu profondément émietté. Le taux de syndicalisation est extrêmement faible et très concentré sur le secteur public.

Mais la représentativité des organisations syndicales découle des élections professionnelles – dans l'entreprise comme dans la fonction publique – et l'on y constate alors que le « taux de confiance » vis à vis des organisations syndicales est plus important et plus significatif que la crédibilité des syndicats auprès des citoyens, qui elle, est aujourd'hui très amoindrie. Il faut donc porter ces deux regards qui montrent que la situation est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

Dans d'autres pays, la situation des syndicats est bien différente : en Allemagne, mais aussi en Italie et dans les pays nordiques.

Or, contrairement à certaines idées reçues **la faiblesse du mouvement syndical ne facilite pas les transformations ni les changements.** Les risques de surenchères et le déséquilibre des rapports de force

peuvent même être un handicap. L'incertitude sur la solidité des accords passés, notamment du fait de la faiblesse de la représentativité des syndicats, est un réel inconvénient pour la collectivité.

Mais la qualité et l'efficacité du dialogue social ne dépendent pas que des syndicats. Il faut aussi, bien sûr, prendre en compte la qualité des négociateurs d'Etat et, de ce côté de la table, le changement trop rapide des interlocuteurs administratifs et des ministres (chefs de leur administration) voire leur impréparation sont des obstacles majeurs.

**Les éléments-cadres d'un dialogue social loyal, constructif et durable peinent donc à être réunis. Un effort réel doit donc être fait à ce niveau.**

Enfin, la forte présence de syndicats « autonomes » ou « corporatistes » dans certains secteurs ne facilitent pas non plus les choses. Sur des sujets de société ou sur des sujets transverses comme la réforme de l'Etat par exemple, ces représentants « corporatistes » ont droit d'expression mais ne peuvent, à eux seuls, être détenteurs d'une « vérité révélée » et devant s'imposer ensuite à tous.

Aussi, la conduite du changement et de la réforme de l'Etat doit-elle se faire avec une sérieuse concertation au « sommet » avec les syndicats ; elle doit aussi se faire par une mobilisation de l'ensemble de l'encadrement, supérieur et intermédiaire, et des fonctionnaires de base. Il n'y a pas opposition entre ces deux voies mais complémentarité.

**34 – Face aux méfiances et luttes intestines : nommer, reconnaître, refonder.**

- **"Le French bashing"**

La France a une image d'arrogance vue de l'étranger alors qu'à l'intérieur c'est le règne de **l'auto dénigrement permanent** ...Plutôt que de s'émerveiller des savoirs faire et des performances françaises (cf industrie du luxe, aéronautique, entreprises high tech, nos récents prix Nobel etc...) l'opinion publique est ainsi entretenue par de **vaines polémiques** focalisées sur les "trains qui n'arrivent pas à l'heure".

Les **excès en matière de « droit d'inventaire »** et **"devoir de mémoire"** relèvent du même registre.

**Nommer** les réussites, **encourager** les initiatives, **soutenir** les projets et **engager l'espérance**, c'est résolument se placer sur le terrain, celui du concret.

- **Le déficit de patriotisme**

Malgré de récents progrès, la France reste l'un des rares pays où chanter **l'hymne national** et sortir son drapeau apparaissent comme des audaces voire des provocations uniquement dignes d'extrémistes. Dans le même registre, ne faut-il pas s'étonner que **"d'anciens hommes d'Etat" ou des célébrités critiquent**

**leur pays à l'étranger ?** Jusqu'à il y a peu, **l'évasion fiscale** était un sport national qui ne semblait déranger personne. **On pourrait même se demander si certaines "élites" ne sont pas les héritiers nostalgiques, conscients ou non, des émigrés de 1793...**

Or, **le patriotisme n'est ni une « vieille lune » ni un « sentiment ringard ».** Il est un sentiment **d'exaltation de notre identité républicaine dont les racines intellectuelles sont très anciennes** et antérieures à l'apparition des institutions républicaines elles-mêmes. Il est consubstantiel à la conception française de la République laquelle, au travers des citoyens qui la composent et des valeurs qu'elle porte, définit notre conception de la Nation. **Notre patriotisme n'est pas ethnique. Il n'est pas « nationaliste ».** Il porte en lui les valeurs émancipatrices d'une République aux valeurs universelles. Souvenons-nous de **Jean Jaurès** qui conjugait parfaitement patriotisme et internationalisme.

Il faut se garder de cultiver une « **conscience malheureuse** ». Sans nier les erreurs qui ont pu être commises, les excès de repentance en tout genre et de l'auto dénigrement permanent sont nocifs. Transposons à notre psychologie collective ce que nous enseigne la psychologie individuelle : **sans estime de soi, il n'y a ni confiance en soi ni affirmation de soi. Et si le « soi » se construit par rapport à « l'autre », l'inverse est également vrai !**

L'affaiblissement du sentiment patriotique impacte fortement notre **capacité à entreprendre et à investir**. Le grand économiste Schumpeter n'a-t-il pas théorisé le **rôle de la psychologie en matière de croissance économique** (« les anticipations créatrices... ») ? Mais, au-delà de l'économie, qui pourrait nier **que l'une des causes des ratés de l'intégration d'une partie de la population** d'origine immigrée, et peut-être pas seulement elle, réside justement dans l'insuffisante affirmation de l'identité républicaine française ?

Concrètement, **la fortification du sentiment patriotique** passe par le respect d'un certain nombre de **rites incontournables** : grandes commémorations nationales, utilisation décomplexée (et apprentissage !...) de l'hymne national et du drapeau tricolore. Mais elle passe aussi par la célébration de nos réussites économiques, scientifiques, littéraires ou artistiques etc... Dans tous ces domaines peuvent être mobilisés de véritables trésors de bonne volonté gisant dans la fonction publique, bien évidemment, mais également dans l'entreprise privée, le secteur associatif ou l'économie sociale et solidaire.

- **Le "dissensus" partisan permanent**

Est-ce en raison de son Histoire ? Ou du mode de scrutin électoral issu de la Vème république ? Le fait est que l'absence de consensus affiché par les partis politiques sur le moindre sujet finit par lasser **une opinion publique qui peine à croire aujourd'hui en la parole politique.**

**Les positionnements tactiques prennent trop souvent le pas sur les questions stratégiques.** La vie politique apparaît de plus en plus, aux yeux de citoyens désabusés, comme un **théâtre** où les acteurs jouent entre eux, devant une salle de plus en plus désertée par le public. Ils paraissent déployer des jeux de rôles interchangeables, tiennent des postures changeantes ; le casting et le programme semblent uniquement régis par la loi médiatique et celle du marketing.

En France un gouvernement de coalition à l'allemande est impossible. Une « Union sacrée » mobilisée au service de quelques objectifs majeurs est-elle cependant impossible ?

Ne peut-on pas retrouver un peu de **l'esprit du CNR** (Conseil National de la Résistance) qui avait su agréger autour d'un projet commun tant de sensibilités différentes ? Le tenter officiellement et au vu des citoyens aurait sans doute un effet « purgeant » sur les dérives purement tacticiennes de « leaders à vocation purement politicienne ».

- **La "vache sacrée" du système médiatique français**

Il est vrai que critiquer les médias peut être un exercice extrêmement périlleux pour ceux qui s'y risquent et surtout les politiques car la liberté de la presse est indissociable de la démocratie.

**Mais osons poser la question du pluralisme et de l'indépendance de la presse. Sont-ils vraiment assurés ?** Personne ne semble s'étonner que des groupes de presse puissent appartenir à des industriels développant leurs entreprises grâce aux marchés publics ou étant parlementaires. Au-delà de scandales ponctuels qui peuvent défrayer les chroniques, la mise en lumière des situations de gouvernance devrait progresser pour servir l'intérêt général et ses modes d'expression.

Osons nous inquiéter du problème posé par le **dévolement** d'une partie importante de l'activité journalistique : quête permanente du sensationnel, création artificielle de vaines polémiques, non-respect de la vie privée, non-respect du secret de l'instruction judiciaire, non-respect de la présomption d'innocence, connivence avec la classe politique ... L'ampleur du rôle des chaînes d'information en continu abaisse le **niveau du débat politique national** : elles privilégient l'instantané par rapport à la durée, la forme sur le fond et tentent (et non pas incitent) la classe politique à se livrer en permanence au jeu des petites phrases assassines et des polémiques stériles.

## **IV – LA VISION DE GALILEE.SP : UN ETAT RENOUVELE, AU SERVICE DES CITOYENS POUR STIMULER L'INTELLIGENCE COLLECTIVE**

Pour se situer et être force de proposition, Galilée.sp a mené une réflexion créative pour l'Etat « idéal » à échéance de 10 ans.

Pour le construire et lui donner une réalité, un grand chantier est nécessaire. Il devra être mené avec la détermination, la persévérance et le courage du long terme.

### **1. La vocation de l'Etat...**

- ... garantir les valeurs de la République, Liberté-Egalité-Fraternité**
- ... incarner ces valeurs républicaines**
- ... organiser les politiques publiques et la société sur ces bases**

### **2. Les missions de l'Etat...**

- ... donner du sens à la collectivité nationale**
- ... garantir la liberté dans la sécurité**
- ... assurer la solidarité par tous les moyens, y compris en aidant les forts lorsqu'ils aident les faibles**
- ... fixer un cadre qui encourage et soutient les initiatives**
- ... faciliter l'intelligence collective, la co-création, les collaborations, les partenariats**

### **3. La posture des services de l'Etat...**

- ... l'engagement et pas le « laisser faire »**
- ... la confiance en l'homme et ses ressources (intelligence, générosité, mobilisation)**
- ... à l'écoute des citoyens pour des services adaptés et évolutifs**
- ... la qualité de relation aux côtés des citoyens pour faciliter leur activité et leur responsabilité**
- ... l'universalité des droits**

### **4. Des moyens...**

- ... l'innovation, le numérique, la présence territoriale, l'expérimentation**
- ... des efforts orchestrés avec méthode**

**Pour...**

- un Etat attrayant et désirable**
- un Etat avec un rayonnement international donnant envie de le prendre pour modèle**



## CONCLUSION GENERALE

La question de l'Etat ne peut pas être posée aujourd'hui en faisant abstraction de la crise, multi-dimensionnelle et factorielle, que traverse notre pays inséré dans un monde lui – même en ébullition.

Ainsi, la **forte progression de l'extrême droite** dans un contexte de crise économique et sociale persistant et un climat de profond discrédit de la chose politique n'est qu'un des symptômes du profond désarroi du citoyen qui doit nous interpeller.

De même, la **montée de l'intégrisme musulman** en France, comme en témoignent les récents ouvrages de MM Zemmour et Houellebecq ainsi que l'odieux et emblématique attentat contre Charlie Hebdo et l'Hyper cacher, constitue aujourd'hui un véritable problème de société en France comme dans d'autres pays européens. L'enjeu est majeur. Il ne s'agit rien de moins que de la survie des valeurs de l'Humanisme, des Droits de l'Homme et de la Démocratie.

**Mais le risque religieux intégriste ne doit pas faire oublier le risque d'extrême droite populiste et nationaliste : les deux se font la courte échelle !**

Cette situation ne concerne pas uniquement la France. Mais en ce qui concerne notre pays c'est **notre pacte républicain** basé sur la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la solidarité et l'universalité, qui est en danger.

**Les causes ne peuvent pas être traitées uniquement au niveau d'un seul pays. Les français éprouvent cruellement les conséquences néfastes d'un Etat perçu comme impuissant dans une Europe apparaissant davantage comme un problème que comme une solution et dans une mondialisation sans véritable régulation.** Il y a nécessité d'améliorer le fonctionnement démocratiques national et européen pour que les citoyens se réapproprient les enjeux dont ils sont les objets.

Au total, il apparaît clairement que **les questions du périmètre et de la stratégie de l'Etat ne doivent surtout pas être traitées sommairement.** Il ne saurait s'agir de rédiger une dissertation de type « science po » reprenant tous les vieux poncifs même ceux recyclés sous des airs d'apparente modernité.

- **La maîtrise des dépenses publiques, qui ne sont pas toutes improductives, ne dépendent pas au sens strict du terme du « périmètre de l'Etat »** (au sens large, c'est-à-dire Etat+ Collectivités territoriales+ Sécurité sociale) **mais du courage des politiques à conduire dans la durée et en profondeur des réformes pertinentes en mobilisant, ce qui suppose la capacité de susciter leur adhésion, les acteurs concernés.**
- **Quant à la stratégie, c'est une question qui n'a réellement d'intérêt que dans la mesure où l'on est en capacité réelle de la mettre en œuvre.** Or, aujourd'hui **beaucoup de gens, malheureusement, en doutent.** Cela rejaillit sur la crédibilité de la classe politique et fait **le lit de tous les extrémismes.**
- **Comme on a pu le voir, l'Etat n'est pas en lui –même la cause des problèmes rencontrés ; sous réserve d'une sérieuse réorientation stratégique, dont nous avons indiqué quelques pistes, l'Etat est à coup sûr aux yeux de nos citoyens la seule solution aux difficultés.**

Au – delà du cadre national, et sur un autre registre de « de philosophie politique », **la question de l'Etat apparaît de plus en plus cruciale dans certaines parties du Monde.**

Pour se développer harmonieusement sur les plans économique, social et démocratique, **les pays ont besoin d'un cadre étatique et juridique solide et stable** rassurant les investisseurs nationaux et internationaux.

Sans Etat de Droit, il est difficile d'obtenir une économie florissante. L'essor du libéralisme économique au XIX ème siècle est allé de pair avec le développement de celui-ci.

Doit-on douter qu'il en aille de même aujourd'hui avec **le néo-libéralisme** ?

En effet, la mondialisation de l'économie est allée de pair avec les dérégulations étatiques sans que celles-ci soient réellement remplacées par de nouvelles régulations supranationales ou internationales. **Les Etats sont suspectés**, par leurs réglementations, le poids de leur secteur public, celui de leurs dépenses publiques, les restrictions qu'ils peuvent apporter à une parfaite mobilité des facteurs de production et des échanges, de gêner l'allocation optimale des ressources économiques internationales.

Cette idéologie a probablement favorisé l'essor économique des pays émergents, encore que l'Afrique, malgré un taux de croissance de l'ordre de 5 % par an, ne semble pas en mesure de créer suffisamment d'emplois pour une jeunesse en forte augmentation démographique.

Mais aujourd'hui cette idéologie, est de plus en plus largement contestée car elle fait fi de la **souveraineté du peuple** (problème démocratique) ; elle masque de plus en plus mal la **prise de pouvoir de la finance sur l'entreprise** (le capitalisme productif est supplanté par le capitalisme financier) ; elle conduit à une **formidable concentration des revenus** (cf T Piketty) et donc à un **formidable accroissement des disparités sociales** ; elle tend à banaliser les **phénomènes migratoires** fortement déstabilisateurs lorsqu'ils sont massifs (la mobilité des « facteurs de productions » comprend naturellement celle des hommes...) ; elle **dévalorise le concept même d'Etat** ( qu'il s'agisse de l'Etat national ou d'un éventuel Etat européen...).

Bref, **cette idéologie, qui transcende l'habituel clivage Droite / Gauche, n'est pas soutenable à long terme** et porte en elle des germes extrêmement dangereux pour les équilibres internes des pays et les équilibres internationaux.

**De fait, de nombreux pays souffrent en réalité d'un déficit étatique** : en Europe, c'est la cas de la Grèce qui en fait actuellement la cruelle expérience ; La Libye et l'Irak, peut-être demain la Syrie, connaissent les affres de l'impuissance publique ; en **Afrique noire** la situation est probablement encore plus inquiétante soit du fait de la faiblesse des Etats en place (Mali, Somalie...) soit en raison du développement des séparatismes qui affaiblissent encore davantage des Etats déjà faibles (Ethiopie / Erythrée, Soudan / Sud Soudan...).

A cet égard, il est consternant, pour les populations directement concernées comme pour la stabilité internationale, de voir subsister ou ressurgir des **tentatives régressives** d'Etats féodaux et de contestations territoriales sur des bases religieuses ou ethniques ...

Or, certaines **projections démographiques pour 2050** prévoient un **doublent de la population de la seule Afrique**, de 1,1 milliard d'habitants à 2,4 milliards, avec pour le **Nigéria** une population voisine de celle des USA !

Lorsque l'on voit aujourd'hui aux frontières de l'Europe les problèmes posés par **l'afflux de plus en plus massif de populations** fuyant dans la désolation, la guerre, la pauvreté et les exactions en tout genre, on ne peut qu'être très **inquiet pour l'avenir. Pour leur avenir. Pour l'avenir de l'Europe.**

Sur le plan international, **là où le problème se pose, il y a donc urgence à consolider ou restaurer les institutions étatiques** sans lesquels ne sont possibles ni la stabilité ni la prospérité, ni, même si cela est plus difficile, la démocratie.

Il y a aussi urgence à promouvoir **des Etats de conception laïque afin de les aider à maintenir leur cohésion interne. La laïcité n'est pas seulement un enjeu important sur le plan national, elle l'est aussi sur le plan international.**

**C'est un domaine où la France, riche de ses valeurs républicaines universalistes, peut jouer un rôle majeur, à condition bien évidemment de le faire avec le réalisme qui sied aux relations internationales...** Dans le cadre bilatéral, dans celui de l'Europe ou de l'ONU (dans le prolongement du sommet du Millénaire), **la France, dont la qualité de sa fonction publique est largement reconnue, a certainement un rôle très important à jouer pour aider à la constitution d'Etats laïques. C'est l'un des meilleurs services à rendre à la paix et à la prospérité mondiales.**

**Menons le débat, agissons en ce sens et en intégrant pleinement les nouvelles capacités offertes par la révolution numérique de l'Etat dans les espaces démocratiques !**